

L'Argentine piégée par l'ultra-libéralisme (éléments pour la partie économique du rapport)

Préambule :

Il existe une responsabilité criminelle en économie. Celle-ci n'est pas reconnue jusqu'aujourd'hui en droit. Pourtant, certaines décisions de politique économique peuvent conduire à des situations extrêmes et le rejet démocratique de ces politiques, par la voie des élections, ne saurait suffire. Essentiel, ce rejet est parfois insuffisant lorsque les effets de ces politiques sont désastreux pour la majeure partie de la population. Cette responsabilité devrait être jugée. D'une certaine manière, le développement des « escratche¹ » ces derniers mois témoigne, avec quelque danger probablement, de la nécessité d'organiser des tribunaux, à caractère symbolique, où seraient jugés les principaux responsables de la situation économique. Ces tribunaux de « crime économique », à l'égal de ce qu'a été le tribunal Russell pendant la guerre du Vietnam, devraient juger les crimes économiques. On peut probablement définir le crime économique comme celui qui conduit à une détérioration très importante de quelques indicateurs sociaux comme la pauvreté, la protection sociale, pouvant conduire à des décès (espérance de vie réduite pour des retraités pour insuffisance de soin et spoliation des retraites, taux de mortalité infantile accru par exemple).

Introduction

Dans les années quatre vingt dix, la croissance retrouvée des économies latino-américaines est dans l'ensemble modeste et les taux de formation brute du capital restent faibles. La plupart d'entre elles conservent, voire consolident dans certains cas, les aspects rentiers qui les caractérisaient et qui alimentent l'inégalité profonde des revenus. La croissance procure peu d'emplois dans l'industrie et elle s'accompagne d'une montée des emplois informels. La précarisation des emplois, le travail à temps partiel, se développent. Économe en emploi, la croissance est aussi « avare » en distribution de ses fruits : les revenus du travail, à l'exception des catégories les plus qualifiées, augmentent en deçà de la croissance de la productivité et, avec la montée en puissance des activités financières et des revenus qui en découlent, les inégalités tendent à s'accroître de nouveau.

La croissance, économe en emploi et en hausse de pouvoir d'achat des revenus du travail, ne peut alléger de manière durable et significative la pauvreté. Celle-ci a désormais pour origine principale la faible qualité des emplois et de l'impossibilité d'obtenir des em-

¹ Démonstrations à caractère public, soit spontanées, soit organisées par des foules vis – à – vis de certains hommes politiques considérés comme responsables de la situation de crise.

plois, y compris informels, pour une durée hebdomadaire suffisante. La croissance retrouvée est spécifique : elle subit une logique financière à laquelle il devient de plus en plus difficile d'échapper. Les crises financières de la seconde moitié des années quatre vingt dix sont révélatrices de la dynamique « *d'économie de casino* » qui tend à s'instaurer avec la libéralisation brutale de l'ensemble des marchés et le retrait, parfois massif, de l'État. La crise accentue la pauvreté et la reprise économique - d'un rythme équivalent et d'une durée semblable – ne produit pas d'effets compensatoires.

Cet ensemble de caractéristiques nouvelles vaut pour les principales économies latino-américaines depuis la décennie des années quatre vingt dix. Les *turbulences macro-économiques* ont des effets démultipliés sur la pauvreté. La pauvreté augmente fortement avec la crise et ne tend pas, quand la reprise économique se limite à une année ou deux, à baisser. Elle tend même à augmenter et il faut une période de croissance plus longue et soutenue pour qu'elle commence à fléchir. L'instabilité macro-économique s'impose comme la caractéristique majeure des régimes d'accumulation à dominante financière mis en place pour sortir de la crise inflationniste des années quatre vingt. Cette instabilité accentue la vulnérabilité des couches les plus pauvres de la population.

L'Argentine se distingue des autres grandes économies latino-américaines : l'ensemble de ces caractéristiques : comportement rentier des entrepreneurs, destruction d'une partie de l'appareil industriel (« *déverticalisation*²») - notamment dans les branches produisant des biens d'équipement et des produits intermédiaires plus ou moins sophistiqués -, spécialisation internationale favorisant l'exportation de produits primaires d'origine énergétique ou agricole (« *primarisation de l'économie*³ ») observée surtout au Chili, maintien d'un niveau de pauvreté élevé malgré la disparition de l'inflation et la reprise de l'activité économique, inégalités particulièrement élevées, montée des emplois informels dans l'emploi total, flexibilisation et précarisation accrue de la force de travail utilisée plus fréquemment que par le passé à temps partiel, inégalités accentuées entre travail qualifié et travail non qualifié, internationalisation prononcées des activités, augmentation de l'ouverture de l'économie au commerce international, globalisation quasi totale au niveau des flux financiers et dépendance financière vis-à-vis des marchés financiers internationaux, sont présents dans ce pays avec cependant quelques particularités. La désindustrialisation est plus prononcée ainsi que la primarisation de l'économie, le chômage augmente davantage et les activités à temps partiel, précaires ont cru plus fortement, les revenus du travail de la fonction publique et du secteur privé ont baissé en terme absolu de telle sorte que l'Argentine est le seul pays d'Amérique latine qui ait connu une évolution négative et inégale des revenus des travailleurs non qualifiés et qualifiés (à l'exception des 5 à 10% les plus qualifiés), les premiers baissant davantage que les seconds (voir graphique *supra*), l'augmentation de la pauvreté ne vient pas seulement du non emploi, du sous emploi (temps partiel) mais aussi du *mal emploi* (nouvelles conditions d'embauche et donc nouveau

² On appelle déverticalisation le processus qui consiste à substituer un, ou plusieurs, segments d'une ligne de production par des importations. Cette déverticalisation s'oppose donc au modèle dit de substitution des importations (dominant de 1930 à la fin des années soixante dix) qui consistait à substituer par la production locale des importations effectives ou potentielles.

³ On appelle primarisation de l'économie la modification de l'insertion de l'économie dans l'économie-monde : l'exportation de produits primaires d'origine agricole, minière ou énergétique est favorisée. L'économie se spécialise selon ses dotations (thèse dite des coûts comparatifs) se condamnant ainsi à modifier ces dotations en faveur d'une industrialisation plus prononcée et d'exportations de produits manufacturés dont les élasticités de la demande tant par rapport aux prix qu'au revenu sont plus élevés.

« parcours de vie ») alors qu'auparavant elle était générée par l'hyper inflation. La récession, qui dure depuis près de quatre ans, alimente à la fois une inégalité accentuée des revenus, une augmentation du chômage, une dégradation sensible de l'ensemble des services publics : santé, infrastructure et enseignement, une transformation des dépôts en pesos en dépôts en dollars⁴, puis une frénésie à mettre « en toute légalité » son argent à l'extérieur de la part des agents les plus fortunés et surtout des entreprises pessimistes quant aux possibilités de sortie de crise, attirées par des taux d'intérêt conséquents et faisant des arbitrages en faveur des activités financières au détriment de l'activité productive, frénésie traduisant en fait un comportement rentier plus ancien qui n'a fait que s'accroître avec la récession, des transformations de comptes en pesos en comptes dollars de la part d'une partie – la plus aisée probablement – des couches moyennes, puis des sorties de ces dollars vers l'Uruguay et les Etats unis, enfin, « l'homme suivant son argent », un exode massif d'argentins aisés vers différents pays d'Europe et surtout vers les Etats unis, mais aussi une émigration de nombreux travailleurs plus modestes à la recherche d'un travail et de revenus acceptables. La transformation de cette récession en crise ouverte politique et économique depuis fin décembre 2001, a précipité ces tendances lourdes. Le nombre de pauvres atteint déjà 15,251 millions de personnes, dont 6,312 indigents, sur une population de trente six millions de personnes en octobre 2001, les perspectives pour mai 2002, établies à partir d'un scénario comportant une inflation faible et une chute de l'activité économique de 5% sont de 17,167 millions, dont 7,106 indigents⁵, soit deux millions de plus en quelques mois, or on sait aujourd'hui que ce scénario établi par le gouvernement Duhalde à la veille de la venue de la délégation du FMI, est « optimiste » : la chute du PIB pourrait être pour 2002 dans les voisinages de -10% et l'inflation plus élevée que celle prévue. La pauvreté devrait donc s'accroître bien davantage et ce d'autant plus que les prix de produits de base constituant le « panier » de consommation du pauvre augmentent plus vite que les prix des autres produits. On assiste donc à un véritable « choc » de la pauvreté.

La difficulté de sortir de cette situation est double. Il n'y a pas de sortie économique, ou encore technique, de la crise : la crise est devenue politique et c'est à ce niveau qu'elle peut et doit être résolue. La sortie économique, passant par le Politique reconstruit sur les cendres des précédents gouvernements et peut être sur les mobilisations populaires, est extrêmement difficile. L'ensemble des économies latino américaines a connu et connaît une orientation libérale de ses politiques économiques depuis le début en gros des années quatre-vingt-dix, mais l'Argentine s'est distinguée des autres pays en perdant quasi complètement la possibilité d'avoir une politique monétaire autonome avec l'institutionnalisation du plan de convertibilité – connu à l'étranger sous le nom de « currency board » (voir encadré) - par Cavallo en 1991 et donc l'abandon d'une politique de change réel.

De ce fait elle est devenue un véritable *laboratoire de l'ultra libéralisme*, laboratoire dans lequel les « cobayes » sont les argentins et les bénéficiaires de cette politique, les laborantins, c'est à dire dix pour cent approximativement de la population. Les « cobayes » ont pu bénéficier pendant un temps de cette politique et l'ont appuyé, mais depuis l'effet

⁴ L'ensemble des dépôts en pesos (comptes courants, comptes d'épargne et à placements fixes totalisaient en Janvier 1999 : 34714 pesos, en dollars le même ensemble totalisait 77996 dollars. En janvier 2002, ces deux ensembles étaient respectivement de 21213 pesos et 82776 dollars (source BCRA)

⁵ Informe de la situación social, siempre y desarrollo social, feb.2002, rapport que nous a remis le secrétaire d'Etat M.Cafiero On définit les pauvres et les indigents de la manière suivante :

tequila (la contagion de la crise mexicaine dans la seconde décennie des années quatre vingt dix), ils en souffrent terriblement. En deux mots, la fixité du taux de change réel implique nécessairement *une très grande flexibilité de la main d'œuvre* (salaire, condition de travail) puisque ce qu'on ne peut pas obtenir en terme de compétitivité par la manipulation des changes réels (dévaluation) doit l'être sur le coût du travail lorsque le niveau de la productivité est trop faible relativement à celui des Etats Unis et que sa croissance, bien qu'élevée reste insuffisante eu égard à cette contrainte de compétitivité ; une flexibilité des dépenses publiques vers le bas, déjà réduite « aux acquêts... » lorsque les devises n'entrent pas suffisamment dans le pays. Ces deux effets génèrent des effets cumulatifs à la baisse du PIB dans la mesure où l'économie reste, malgré son ouverture commerciale plus forte que par le passé, relativement fermée. C'est ce qui explique que l'Argentine ait connu une récession si longue : celle-ci s'inscrivait dans un cercle vicieux : plus la récession durait, plus les chantres de cette politique cherchait à réduire les salaires (mais aussi les faibles revenus des retraités pris en charge par L'Etat après le passage accéléré du système de la répartition à celui de la capitalisation) et les dépenses publiques, provoquant ainsi un approfondissement de la récession incitative à une montée en puissance des sorties de capitaux en toute légalité, une augmentation de la misère et une « *rebellion* » fiscale d'une partie des couches moyennes et des entreprises, une baisse importante des entrées fiscales⁶. La spécificité de la crise argentine s'explique certes en partie par la longue histoire du libéralisme, imposé par la dictature en 1976, mais surtout aujourd'hui par les particularités de sortie de crise inflationniste du plan Cavallo en 1991. Les pages qui suivent vont tenter de décortiquer la spécificité de cette crise et l'irresponsabilité de ses dirigeants en centrant l'analyse sur quelques points.

Nous montrerons que le plan de convertibilité a agi comme un véritable piège dont il devenait de plus en plus coûteux socialement de sortir à mesure que le temps passait : la flexibilité du travail avec son cortège de précarisation, travail à temps partiel, réduction de salaires réel s'est imposée de manière quasi caricaturale ; l'économie s'est fortement internationalisée, surtout du côté des mouvements de capitaux (investissements étrangers directs, investissements de portefeuille), les sorties de capitaux se sont multipliées d'autant plus facilement que le taux de change réel restait apprécié et que le comportement rentier des entrepreneurs était stimulé par des arbitrage en faveur des placements financiers se substituant de plus en plus aux investissements productifs. Ces sorties, communément appelées fuites, sont évaluées à 106 356 millions de dollars au début de 2002 selon l'Indec⁷, chiffre que certains considèrent comme sous évalué⁸, et qu'on peut mettre en rapport avec la dette publique 138 983 millions de dollars à laquelle on doit ajouter la dette privée : 55 893 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de 2001 (données de la BCRA). La crise amplifie les effets désastreux de ce plan sur le travail et le non travail (en fevrier 2002 le chômage est de 18,3% auquel on peut ajouter le sous emploi total de 16,3% selon l' indec), la

⁶ de janvier 01 à janvier 02, les recettes fiscales ont baissé de 18,3%, celles provenant des bénéfices de 22,8% et de la TVA de plus de 38% selon le Ministère de l'économie ; on considère que la rebellion fiscale... donner les chif⁷ dont 13 000 millions de dollars qui seraient sortis entre décembre 2001 et janvier 2002.

⁸ E Basualdo et M Kulfas estiment que cette évaluation est de 25% environ inférieure à la leur. Les deux évaluations diffèrent : celle de la BCRA et du Ministère de l'économie repose sur des informations données par différents organismes sur les investissements faits par les résidents à l'étranger, celle de Basualdo et Kulfas, mais aussi de Damill (cf supra) est établie à partir d'une analyse de la balance des paiements. source : la fuga de capitales en Argentina dans La globalizacion economico-financiera, su impacto en America Latina. Org : J.Gambina,ed Clacso, 2002]

hausse des prix s'accélère et un véritable choc de pauvreté apparaît. Une véritable rupture avec la logique libérale est nécessaire, ce n'est pas sembler il le chemin pris par le Gouvernement, soumis à de très fortes pressions du Fond Monétaire Internationale. Le Plan de convertibilité fonctionne encore comme un piège : la dévaluation à chaud, l'instauration d'un taux de change libre sont loin de suffire pour sortir de ce piège. L'étude des causes de la crise permet de comprendre pourquoi l'Argentine ne peut sortir de ce piège sans opter pour des mesures radicales et met en lumière la responsabilité criminelle de ceux qui ont dirigé la politique économique de ce pays.

I. Le plan de convertibilité : un coût social chaque jour plus élevé et une difficulté croissante d'échapper au piège de la convertibilité

La brèche de la productivité entre l'Argentine et les Etats-Unis, après avoir augmenté dans les années soixante dix et quatre vingt, s'est resserrée ensuite. Cette dernière évolution a eu lieu alors même qu'aux Etats Unis la croissance de la productivité du travail s'accélérait dans les années quatre vingt dix.

Tableau 1 : Evolution de la brèche relative de la productivité du travail dans l'industrie latino américaine par rapport à l'industrie américaine

	1970	1980	1990	1996
Argentine	0,42	0,41	0,55	0,67

Source : Katz (2000) Reformas estructurales, productividad y conducta tecnologica en America Latina, Fondo de cultura economico

Selon Frenkel et Rozada⁹, l'accroissement de la productivité serait du, entre 1990 et 1997, pour 47% à l'augmentation de la production et à l'utilisation plus intensive des capacités de production ; les changements technologiques, les modifications de l'organisation du travail expliqueraient pour 53% cette augmentation. La relation entre l'accroissement de la productivité et le degré d'ouverture serait d'autant plus robuste que l'ouverture serait réduite et aurait peu progressé, de telle sorte que la productivité aurait davantage augmenté dans les branches peu ouvertes que dans celles qui le seraient davantage. Les branches qui ont le mieux résisté aux importations seraient donc celles où a le plus augmenté la production, et ce faisant la productivité. Cependant l'accroissement de la productivité est tributaire de l'ouverture de l'économie : pour résister à l'ouverture brutale à la concurrence étrangère et à la suppression des nombreuses subventions, il fallait à la fois que ces entreprises aient un niveau technologique, de salaire tels qu'elles soient relativement compétitives, sinon elles auraient disparu, ainsi qu'on a pu l'observer dans de très nombreux cas. L'éradication d'une partie importante de l'appareil industriel, et son remplacement par des importations, à un coût social très élevé, a été d'autant plus important que le tissu économique sortait plus ou moins obsolète de la crise hyperinflationniste des années quatre vingt, qu'il subissait une concurrence accrue avec l'ouverture brutale des frontières et la quasi disparition des subventions et de la politique industrielle. Aussi, seules les entreprises

⁹ Frenkel R et Gonzalez Rozada (2000) : Apertura, productividad y empleo. Argentina en los años 90. Document CEDES, Buenos Aires

ayant le moins souffert de la « décennie perdue » - l'expression est de la Cepal¹⁰ et désigne cette période des années quatre vingt – pouvaient résister à la condition qu'elles utilisent les dernières technologies, qu'elles substituent la production locale de biens d'équipement et produits intermédiaires par des biens importés. On peut donc dire qu'indirectement l'ouverture croissante a stimulé les accroissement de productivité en augmentant la contrainte de marché et de coûts.

Le coût unitaire du travail, pertinent pour l'analyse de la compétitivité-prix, prend en compte deux autres variables : le taux de salaire et le taux de change réel. Avec le succès rencontré par les plans de stabilisation, le taux de change réel s'apprécie dans la mesure où le taux de change nominal reste fixe, comme cela est prévu par le plan de convertibilité avec l'identification du peso au dollar. Cette appréciation en terme réel en effet résulte de l'écart décroissant d'inflation entre les Etats Unis et l'Argentine, c'est à dire du passage de l'hyperinflation à une inflation comparable à celle des Etats Unis.. Des mini-dévaluations à froid auraient limité, voire annulé cette appréciation, mais elles rendu impossible par l'instauration du plan de convertibilité. L'expérience argentine (1991-2001) est intéressante parce qu'elle met bien en lumière les effets négatifs de l'appréciation de la monnaie : déficit commercial dans le secteur manufacturier important, disparition de pans entiers de l'industrie nationale, re-primarisation de l'économie d'un côté, flexibilisation du travail, évolution des rémunérations salariales très en deça de l'évolution de la productivité du travail quand elles ne sont pas négatives comme on pu l'observer surtout dans le secteur public, informalisation du travail croissante et donc perte des droits et des protections, criminalisation des conflits sociaux et tendance à l'atomisation du monde du travail.

Le plan de convertibilité (1991)

Le plan de convertibilité, mis en place en 1991, ressemble beaucoup au système dit du *currency board* imposé au siècle passé dans certains pays par l'Angleterre, puissance coloniale de l'époque. Ce système existe dans quelques petits pays de l'est et Hong Kong. A la différence cependant de Hong Kong, deux monnaies coexistent en Argentine pour l'ensemble des transactions : le peso et le dollar. Ce système impose une contrainte forte à l'émission monétaire : celle-ci doit être strictement limitée à l'entrée de devises.. La base monétaire (billets et dépôts des banques auprès de la banque centrale) doit avoir pour contrepartie des dollars. Dit autrement, chaque peso crée doit avoir sa contrepartie en dollar et donc si l'entrée de dollars fléchit, l'émission de crédit, d'origine publique (déficit budgétaire) ou privée (crédit au entreprise et aux particuliers) devrait suivre. La Banque centrale cesse donc d'être le *prêteur en dernier ressort* et refuse de refinancer (réescompter) des crédits faits par les banques lorsque des entrées de dollar ne sont pas suffisantes. On peut donc considérer que si les banques peuvent créer de la monnaie comme toute banque en accordant des crédits, leur refinancement auprès de la banque centrale dépend de l'entrée de dollars, ce qui peut freiner leur volonté d'accorder des crédits à l'économie lorsque les entrées de devise sont insuffisantes, à moins qu'elles acceptent de prendre des risques importants. Les banques ont donc structurellement un problème de capitalisation et elles ne peuvent faire face aux demandes de liquidité s'il y a insuffisamment de dollars nouveaux et si les épargnants demandent la conversion de leurs dépôts en *cash*. Les dollars

¹⁰ commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU

virtuels (d'un montant approximatif de quinze milliards en février 2002) qu'elle créent à partir des dollars déposés (multiplicateur de crédit) ne peuvent être financés et donc existés si un besoin de liquidité se fait jour. C'est ce qui explique fondamentalement que les banques ne peuvent convertir leurs dépôts en dollars en dollars effectifs. D'une manière générale cette contrainte va peser lourdement sur les possibilités d'emprunt et poussera le gouvernement à chercher « un déficit zéro » de son budget, précipitant la récession, la faisant durer et la transformant en crise ouverte. Ce problème était déjà apparu, avec une gravité moindre, en 1995 lors de l'effet *tequila* : plusieurs banques avaient dû être recapitalisées, avec l'aide du FMI, de nombreuses banques ont disparu. C'est, d'abord la conversion de plus en plus massive des dépôts en pesos en dépôts en dollars, signe avant-coureur de la défiance vis-à-vis de la politique du gouvernement à surmonter les difficultés et à rétablir la croissance, puis la demande de conversion de ces dépôts en argent liquide qui a conduit le dernier gouvernement de De la Rúa à imposer le *corralito* et ce faisant à détruire la confiance vis-à-vis du système bancaire.

L'étude de Frenkel et *alli*, déjà citée, analyse dans le détail les évolutions du salaire, des prix, de la productivité pour l'industrie dans son ensemble et branche par branche. Le salaire réel, pour l'ensemble de l'industrie, est 3% supérieur en 1996 à celui de 1991 (année du Plan de Convertibilité) et 23% inférieur à celui de 1990 et à celui de 1986-90. L'indice des prix en dollar constant en 1996 est supérieur de 1% à celui de 1991 et 14% supérieur à celui de 1986-90. Le salaire réel en dollar constant en 1996 est de 40% supérieur à celui de 1991, de 59% à celui de 1990 et de 65% supérieur à celui de 1986-1990 à cause de l'appréciation en terme réel du dollar par rapport au peso. L'écart est donc considérable entre le salaire réel et le même exprimé en dollar constant. Bien que la productivité ait fortement augmenté, elle ne parvient pas à compenser cette hausse des salaires réels exprimés en dollar constant. Le coût unitaire du travail en 1996 de 7% supérieur à celui de 1991, de 5% supérieur à celui de 1986-90, mais, exprimé en dollar constant, il est de 9% supérieur à celui de 1991 et de 21% supérieur à celui de 1986-90. La compétitivité de l'Argentine vis-à-vis du Brésil s'est donc effondrée lorsque le réal a été fortement dévalué par rapport au dollar en 1999 alors que le peso en terme réel restait apprécié.

Les analyses économiques présentées

De nombreux économistes que nous avons vus considèrent qu'il y a une continuité entre le coup d'Etat de 1976 et la situation présente. Le régime d'accumulation tout au long de cette période serait à dominante financière et se caractériserait essentiellement par les effets des politiques ultralibérales mises en place sous la dictature avec Martinez de la Hoz : distribution de plus en plus inégalitaire des revenus (provoquée sous Alfonsín par l'hyperinflation, et sous Menem et De la Rúa, par une atomisation du monde du travail (flexibilisation du travail, démantèlement des droits sociaux et criminalisation des conflits sociaux – point souligné également par les avocats du travail, cf *infra*), une augmentation du chômage, l'essor de l'informel et du travail précaire et/ou à temps partiel, une montée en flèche de la pauvreté (15 millions aujourd'hui contre deux en 1930), une désindustrialisation massive (provoquée par le démantèlement des droits de douane, l'abandon des politiques

industrielles et des subventions en faveur de certains secteurs de l'industrie), une préférence marquée pour les activités financières au détriment du secteur productif moins lucratif et une évasion des capitaux vers les marchés financiers étrangers. La crise d'aujourd'hui (« la maison est en désordre ») révèle l'épuisement du modèle (Cl. Lozano, rencontre avec les économistes du FRENAP0, et avec la direction d'ATE) et montre qu'au « génocide » impuni des militaires succède un « génocide » économique, pour l'instant impuni, pouvant donner lieu à jugements devant un « tribunal de crime économique ». La comparaison avec les cas Mexicains et surtout Brésiliens suscite de nombreuses interrogations : la crise est-elle spécifiquement argentine (unité du libéralisme depuis 1976) ou est-elle provoquée par la globalisation financière des années quatre-vingt dix, avec des particularités argentines liées au « piège de la convertibilité ». Pour les économistes du Frenapo, il semblerait que la première relation soit à privilégier car le Brésil aurait une classe d'entrepreneurs qui ferait défaut à l'Argentine, bénéficierait d'un Etat qui ne se serait pas démantelé comme en Argentine et qui aurait donc des moyens d'agir de manière contracyclique (la comparaison de la crise brésilienne de la fin de la décennie précédente avec l'incapacité de l'Argentine de sortir de la récession, serait édifiante : le Brésil aurait eu une politique expansionniste aux lendemains de la dévaluation permettant de rebondir après un an de crise.

Pour d'autres économistes (rencontre avec les « économistes »), la crise actuelle est un véritable « collapse » qu'un ajustement ne pourrait surmonter, à la différence d'autres pays d'Amérique latine. Dans cette mesure, la dévaluation « n'aurait servi à rien » sinon qu'à augmenter le chaos, d'abord parce que la destruction-destructuration du tissu industriel étant telle que l'essor des exportations, logiquement favorisé par une dévaluation, est contrecarré par la montée des coûts des importations qui se sont substituées à des segments de la production nationale aujourd'hui disparus (déverticalisation, reprimarisation de l'économie), ensuite parce que les mécanismes de subvention ont disparu et qu'à l'inverse des pays développés, les allocations chômage sont faibles voire inexistantes et ne permettent donc pas de maintenir un minimum de demande effective amortisseur des crises. D'autres facteurs interviennent également : mauvaise distribution des richesses qui fait que dans un pays riche, exportateur de produits alimentaires, puisse se développer la faim ; une politique protectionniste de la part des Etats unis, qui malgré leur libéralisme affiché, élèvent des barrières qualitatives à l'entrée des produits argentins en définissant unilatéralement la qualité requise des produits ; un degré très élevé d'intérêts étrangers dans l'économie. Selon une partie de ces économistes, la convertibilité était nécessaire pour sortir de la crise hyperinflationniste et pour permettre l'entrée de capitaux de l'étranger, mais elle « n'aurait pas été bien instrumentalisée ». La sortie de la crise passerait par une planification à l'égal de ce qui pourrait se faire dans « une économie de guerre », avec la difficulté reconnue d'appareils d'Etat affaiblis, passablement corrompus. Un autre économiste souligne l'importance des fuites de capitaux, surtout si on les compare à la FBCF, l'étranglement financier provoqué par l'application du programme ultra libéral, la surexploitation de la force de travail (les salaires n'ont pas cru et l'essor de la productivité a été approprié par le capital) et cherche à mesurer le coût de la crise : coût pour les couches moyennes de la conversion des dollars en banque au taux de 1,4 peso alors que le dollar vaut déjà beaucoup plus, coût fiscal de cette conversion.

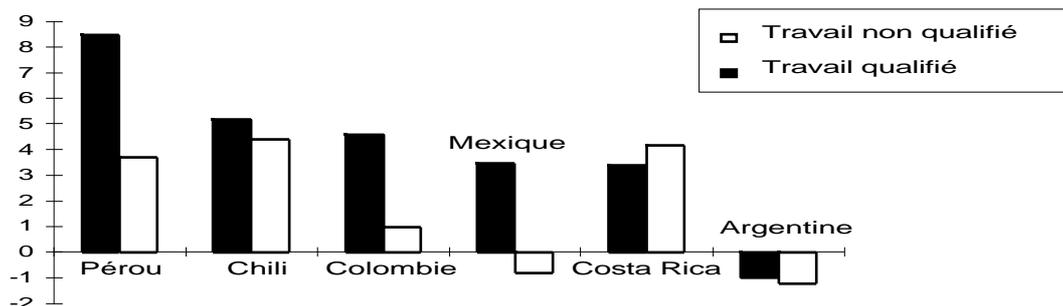
L'analyse économique de la crise et des relations avec le FMI faite par les représentants du parti justicialiste est différente. Selon les représentants de ce parti que nous avons rencontrés, l'analyse des causes du déficit fiscal faite par le FMI serait erronée : l'origine de ce déficit serait double, d'un côté il y a eu une redistribution très importante vers les provinces et de l'autre, l'Etat a continué à financer les retraites alors qu'il ne recevait plus de cotisations puisque le système de répartition pour les retraites a été substitué par le système de capitalisation et que les cotisations, de ce fait, se dirigent vers les fonds de pension, ces derniers prêtant à l'Etat à des taux d'intérêt exorbitants. La sortie de la crise serait « productive » sans qu'on ait saisi exactement ce que recouvre ce terme et les moyens, les politiques prévues pour rendre de nouveau « productive » l'Argentine. Au rappel que ce terme avait été également mis en avant par le président Menem au début de son mandat (« la révolution productive ») et que ce qu'il en avait résulté un renforcement de l'économie...rentière, les réponses tant du parti justicialiste que d'un membre du gouvernement (Cafiero), n'appartenant pas à ce parti, ont été évasives [pour le parti justicialiste : « construire un Etat fort, approfondir le Mercosur, accepter le déficit fiscal » (jusqu'à quelle hauteur ?) et « faire des rétentions au secteur exportateur », « envisager de revenir au système de répartition », aider dans le court terme (« que les retraités puissent manger »...); pour M. Cafiero : « diminuer la brèche sociale par un essor des dépenses sociales », à la différence de la présidence Menem où l'Etat a vu son poids décroître fortement au point d'être en partie « détruit, il faut renouer le dialogue avec les secteurs de la production », faire en sorte pour que les « capitaux réfugiés à l'étranger reviennent », et en terminer avec l'Etat « bobo » (clientéliste). L'analyse de l'UCR n'est pas très éloignée de cette appréciation et insiste sur la nécessité de rendre prioritaire la question sociale, de reconstruire l'Etat, de reconstruire la confiance plutôt que d'opter pour la dollarisation. L'impression d'ensemble qui ressort de ces rencontres avec les représentants du parti justicialiste et du parti radical est que la mesure de la crise n'est pas à la hauteur de celle ci et que le vague des propositions faites résulte apparemment d'une analyse insuffisante des origines profondes de la crise et du manque de volonté de rompre véritablement avec le système précédent qui avait des avantages certains pour une fraction de la population. D'où ces aspects un peu volontaristes dans le discours et des pratiques de conciliation avec une position particulièrement dure du FMI.

De cette étude il résulte que les marges de manœuvre pour accroître la compétitivité sont réduites avec le Plan de convertibilité. L'amélioration de la compétitivité peut provenir de la réduction des salaires réels dans le but d'abaisser le salaire réel en dollar constant.

La réduction des salaires du secteur dit « ouvert », c'est à dire soumis à la concurrence internationale, commence mi-98 alors que la productivité du travail croit fortement à partir de mi-99. Il en résulte une baisse sensible du coût unitaire du travail en peso passant de 92 (base 100 en 1993) à 83 en 2001, soit une réduction d'un peu moins de 10% depuis la dévaluation du réal, réduction sensible mais insuffisante pour compenser la surévaluation en terme réel du peso par rapport au dollar et les effets de la dévaluation du réal (source Ministère de l'économie). Entre 1990 à 1995, les inégalités de revenu du travail augmentent dans la plupart des économies latino-américaines, mais en Argentine, les inégalités augmentent avec des salaires en baisse, à l'exception des travail les plus qualifiés.

L'emploi devient de plus en plus précaire, le chômage augmente ainsi que le travail à temps partiel : en Octobre 1991 le taux de chômage était de 6%, il atteint 18,3% en octobre 2001, retrouvant le niveau atteint lors de la sévère crise de 1995 (18,4%). A ces chiffres, il convient d'ajouter le sous emploi qui, en octobre 2001 s'élevait à 16,3%. Le nombre de travailleurs ayant un emploi a baissé de 8,4% entre octobre 1999 et octobre 2001, le nombre des ch^meurs a augmenté de 33,6% et celui des sous-occupés de 14,8 entre les mêmes dates. Les jeunes vont moins fréquemment que par le passé à l'école, tout en n'ayant pas accès à un emploi : en mai 1998 14,7% des jeunes de 19 à 24 ans n'allaient pas à l'école et ne travaillaient pas, ce chiffre passe à 19,5% en octobre 2001(source EPH et Indec) et 31,6% de cette tranche d'âge était au chômage.

**Croissance des salaires réels selon la qualification
(Taux de croissance moyen, 1 991 - 1995)**



source : E.Lora et M.Olivera, 1998 [1998] : « El Problema del Empleo en América latina : Percepciones y Hechos Estilizados », in **BID** [1998] : *¿Cual es el problema de empleo de América Latina y como Enfrentarlo ?*, Séminaire de Cartagena, Colombie

Les 108 accords homologués par le Ministère du travail en 2001 contiennent des clauses qui réduisent les droits des travailleurs, 60% des accords prévoient une réduction des salaires soit par une augmentation de la durée du travail sans compensation, soit en amputant directement le salaire nominal. Les travailleurs doivent accepter la mobilité dite fonctionnelle, les horaires fractionnés, le versement des primes de fin d'année échelonnées dans le temps, des vacances en automne, des journées de douze heures, des périodes d'essai pouvant aller jusqu'à un an, une réduction des indemnités en cas de licenciement et enfin une solution aux conflits...sans faire appel à la grève (source Pagina 12. du 23.1.2001). Ces accords, signés par les syndicats et approuvés par le Ministère du travail, seront remis en question par le Président Saa, successeur de De la Rúa « démissionné » par les événements de décembre et son cortège de manifestants assassinés, durant sa première et dernière semaine de mandature.

Cette politique est déjà pratiquée avec l'entrée en force de la flexibilité du travail et de la précarisation qui s'en est suivie pour de très larges couches de la population depuis 1994-1995. Au delà de l'aggravation de la situation sociale qu'elle provoque, elle a un effet récessif certain¹¹ et elle n'est pas très efficace puisque l'essentiel de la hausse de la hausse du coût salarial unitaire en dollar constant vient de l'appréciation de la monnaie nationale,

¹¹ L'Argentine, malgré une augmentation sensible de son degré d'ouverture depuis une quinzaine d'années, reste une économie relativement fermée, bien plus fermée que le Mexique ou la France. La croissance est surtout « tirée » par la demande intérieure ; si celle-ci s'effondre, la croissance devient négative. Baisser les revenus pour gagner en compétitivité à défaut d'une productivité insuffisante et dans l'impossibilité de dévaluer conduit à s'inscrire dans un cercle vicieux récessif.

parce que la dispersion des salaires et des prix en dollar constant entre les branches est moins élevée que celle de la productivité. Reste alors l'accroissement de la productivité du travail. Celui-ci est déjà élevé, mais l'écart de niveau avec les pays développés est encore conséquent et ne peut être éliminé rapidement, surtout avec le très faible effort en recherche développement entrepris. *Cet ensemble de données était prévisible. Il ne résulte pas d'accidents contre lesquels on ne peut rien, comme par exemple une crise économique dans les pays voisins, une détérioration des termes de l'échange ou bien une crise financière comme celle qui a eu lieu au Mexique en 1995 (effet Tequila) . Certes ces éléments influent, des contagions existent mais elles sont d'autant plus fortes que l'économie est « malade ».* Mieux, en l'absence des ces « accidents », la détérioration sensible des conditions de vie et de travail de la grande majeure partie de la population et l'enrichissement d'une minorité couplé d'une amélioration provisoire de la situation d'une fraction des couches moyennes, étaient inéluctables. C'est cela le *piège du plan de convertibilité*. La dynamique qu'il impose ne pouvait être que celle ci. La compétitivité dépend en effet des trois variables analysées : le niveau de productivité (bien faible par rapport à celui des pays développés), le niveau des salaires et le taux de change (qui s'apprécie en terme réel). Si l'écart des salaires avec les pays développés n'est pas « suffisant », et si le taux de change s'apprécie, les deux seules manières de combler l'écart important de productivité et certes d'accroître la productivité et de diminuer les charges salariales. L'accroissement de la productivité, même important, ne peut conduire à mettre à niveau la productivité dans le secteur industriel avec celle des pays développés avant un temps relativement long et à la condition que l'effort d'investissement soit conséquent (ce qui n'a pas été le cas, loin s'en faut), reste la diminution de la rémunération du travail . Celle-ci est inscrite dans la logique même de ce plan de convertibilité.

C'est ce qui explique fondamentalement la *primarisation de l'activité économique*: le secteur industriel tend à être éradiqué, les petites et moyennes entreprises ont de plus en plus de mal à résister à la concurrence externe. Les exportations se concentrent là où leur prix s'exprime directement en dollar (matières premières d'origine agricole et minière dont le pétrole) et où la part du travail est faible. La mécanisation, l'emploi de techniques transgéniques, pour produire du soja par exemple, connaît un essor sans précédent de même que l'utilisation massive d'engrais chimiques dans l'agriculture. La hausse de la productivité qui en résulte détruit de nombreux emplois dans l'agriculture : une part importante des paysans quitte la campagne et va vers les villes et plus particulièrement les bidonvilles. L'agro-industrie subit également les effets de la concurrence extérieure et des dévaluations et tend à être moins manufacturée que celle de sa concurrente brésilienne plus compétitive. La concentration des activités dans des activités rentières ou para rentières traduit la primarisation de l'économie (pour une comparaison avec le Mexique, pays exportateur de pétrole, mais aussi de produits manufacturés, voir le tableau 2).

Tableau 2 :
Structure des exportations : Pays d'Amérique du Sud, Mexique et Argentine.
(1985-1998, en %)

Structure des exportations												
	Amérique du Sud				Mexique				Argentine			
	85	90	95	98	85	90	95	98	85	90	95	98
Ressources naturelles	49,2	44,3	3,6	14,0	4,4	3,3	,0	16,2	6,7	5,8	3,0	47,0

Biens manufacturés dérivés de ressources naturelles	29,2	28,3	7,6	25,7	3,1	1,9	7	8,6	4,8	6,9	4,0	21,6
Biens manufacturés non dérivés de ressources naturelles	19,7	26,0	7,1	28,5	9,9	11,3	1,9	71,9	7,7	6,4	6,8	30,4
<i>Dont Basse technologie</i>	8,2	10,6	0,1	9,0	7,1	13,8	3,0	20,1	9,0	1,9	0,6	8,7
<i>Technologie moyenne</i>	9,9	13,5	5,1	16,7	4,6	25,7	3,1	32,8	6,2	2,2	4,4	19,6
<i>Haute technologie</i>	1,6	1,9	0	2,8	3,2	8,0	5,8	9,0	2,5	2,3	0,9	2,2
Autres	1,9	1,4	0,7	1,8	2,7	3,6	4	3,3	0,8	0,9	0,2	1,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : M.Mortimore, W.Peres (2001) [2001] : « La Competitividad empresarial en América Latina y el Caribe », *Revista de la CEPAL*, n° 74, août, et J.Katz, G.Stumpo (2001) : [2001] : « Regimenes Competitivos Sectoriales, Productividad y Competitividad International », *Séminaire CEPAL/BID : « Camino a la Competitividad : El Nivel Meso y Microeconomico »*, Santiago du Chili,

Tableau 3: exportations et soldes commerciaux

	Export.fob	Solde
1985	8396	4378
1990	12354	8628
1994	16023	-4139
1995	21161	2357
1996	24043	1760
1997	26431	-2123
1998	26434	-3014
1999	23316	-829
2000+	26410	2558
2001++	20504+++	4909+++

Source : FMI.

A la différence de ce qu'on observe dans les autres économies semi-industrialisées la structure des exportations contient moins de produits manufacturés que par le passé et le poids des produits primaires augmente. La valeur des exportations dépend étroitement de l'évolution des termes de l'échange et de la dynamique de la demande dans les pays développés. La pression sur les importations devient très forte, à défaut de production intérieure compétitive sur de nombreux produits, de telle sorte que les soldes positifs de la balance commerciale sont le résultat à la fois de la dynamique de ces exportations et de celle des importations. On comprend dès lors que la récession puisse jouer un rôle positif sur l'apparition d'un solde de ce type : c'est ce qui s'est passé avec celle ouverte il y a quatre ans. Profonde crise et fortes dépréciations de la monnaie nationale depuis fin 2001, ont permis le dégagement d'excédents commerciaux de l'ordre de un milliard de dollar pendant les premiers mois de 2002, grâce surtout à la chute drastique de importations.

II. Les sorties structurelles de capitaux :

La plupart des économies latino-américaines, et plus particulièrement le Brésil et le Mexique ; sont soumis à une vulnérabilité externe importante. Les turbulences macroéconomiques des années quatre vingt dix expriment l'incapacité d'harmoniser les besoins de financement avec les capacités de financement, malgré et à cause d'une internationalisation très prononcée de leurs économies, celles ci s'harmonisent avec la crise suscitée par une très forte manipulation des taux d'intérêt à la hausse suivie très souvent « à chaud » d'une dévaluation à chaud. Ces crises, dont le coût social est très élevé (montée de la pauvreté, effet d'hystérisis traduisant une incapacité à réduire celle-ci lorsque la croissance reprend pendant un certain temps), sont en général de grande ampleur et de courte durée.

Tel n'est pas le cas de l'Argentine, sauf en 1996 et grâce à une amélioration des termes de l'échange et à une conjoncture internationale favorable. C'est pourquoi on peut considérer que le cas Argentin confine à la caricature : avec le plan de convertibilité, le libéralisme a été imposé dans ses aspects les plus extrêmes. L'abandon des politiques de change et monétaire précipitent la crise et la font durer, installant l'économie dans un véritable cercle vicieux, lorsque les contraintes externes restent défavorables. L'appréciation de la monnaie conduit en Argentine à renforcer les comportements rentiers des entrepreneurs. Le taux de formation brute de capital reste ridiculement faible - surtout si on ne tient pas compte des investissements dans la construction-, lorsqu'on le compare aux économies émergentes asiatiques. Les sorties de capitaux sont très importantes. Elles comprennent le paiement du service de la dette, commun à l'ensemble de ces pays, service en forte croissance avec l'augmentation vertigineuse du risque pays Argentine (plus de 4000 points à la veille de la crise), du paiement des royalties, et surtout du paiement des dividendes et du rapatriement d'une partie des profits des entreprises transnationales. *L'originalité de l'Argentine est qu'au total le besoin des financement des entreprises privées non financières est en de ça de ses capacités de financement, de telle sorte l'Etat doit augmenter ses capacités de financement en empruntant à l'étranger afin de financer cette brèche croissante. C'est que nous allons voir.*

A. des profits considérables

Quatre tableaux permettent de comprendre l'ampleur de l'internationalisation en Argentine. L'entrée de capitaux au titre des investissements étrangers directs, suite aux privatisations massives et à l'effet d'attraction provoqué par la création du Mercosur est importante. Mais l'incapacité de la formation brute de capitaux nationale de suivre l'évolution le rythme de ces investissements directs une fois les premières grandes privatisation effectuées ((4,8% en 1994 de la FBCF à 9,9% en 1996 et 9% en 1997) révèle une tendance rentière des entrepreneurs argentins : les capitaux étrangers se substituant pour partie aux capitaux nationaux. Les profits sont conséquents et la balance des paiements connaît une évolution défavorable que seule une récession peut freiner.

Tableau 4 : Investissements étrangers directs nets en pourcentage de la FBCF

	1988-1993	1994	1995	1996	1997	1998
Argentine	7,1	4,8	7,3	9,9	9	7,3

Source : FMI

Tableau 5 : Investissements étrangers direct en millions de dollars

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Argentine	2439	3218	2059	2480	3756	4937	4924	4175	21958	5000	

Source : Cepal :Balance préliminaire de las economias de America latina 2000 et FIDE. Les données pour 2000 sont des prévisions. Le chiffre pour 1999 concernant l'Argentine pourrait prêter à erreur Cette hausse subite de l'IED résulte en grande partie de l'achat par une compagnie espagnole Repsol de la compagnie pétrolière déjà privatisée YPF et aux mains de fonds de pension américains. Cet achat s'est réalisé par achat-échange d'actions à New York et n'a pas donné lieu à des entrées nette de capitaux, s'est traduite un montant équivalent, mais de signe négatif, dans la ligne investissement en portefeuille.

Tableau 6 : les 80 entreprises qui exportent le plus en 2000

	Exportation		dettes avec le système financier		obligations négociables**	
	Nombre d'entreprises	Millions de dollars	Nombre d'entreprises	Millions de dollars	Nombre d'entreprises	Millions de dollars
Associations	8	895,3	32	2947,7	33	6778,8
Groupes économiques	16	3639,3	17	2209,4	23	4995,6
Conglomérats étrangers	20	6526,1	12	1397,4	16	6552,4
Entreprises locales indépendantes	8	961,3	7	527,5	2	85
Entreprises transnationales	28	6286,5	11	801,3	6	375,4
total	80	18308,5	80	7955,7	80	18787,2
Total/Nation		69,3%		8,1%		99%

Source : E.Basualdo, M.Schorr et C.Lozano : Las transferencias de recursos a la cupula economica durante la administracion duhalde, el nuevo plano social del gobierno, FRENAP0 Mars 2002* dont une entreprise de l'Etat avec 77,3 millions de dollars de dettes vis à vis du système financier interne

****il s'agit des obligations négociables accumulées de 1990 à 1997**

les associations caractérisent des consortiums, présents surtout dans les services publics ; les groupes économiques sont des conglomerats d'origine locale qui ont plus de 6 entreprises ; les conglomerats, même définition que précédemment sauf que la propriété est étrangère ; les entreprises indépendantes n'ont pas une structure de conglomerat (elles contrôlent moins de 6 entreprises) ; les entreprises transnationales, se rapprochent des entreprises indépendantes mais avec une propriété étrangère.

La distinction entre les dettes envers le système financier et les obligations négociables est très importante. La première concerne des financements locaux (dette interne) en dollars surtout et la seconde des financements provenant des marchés financiers extérieurs (dette externe). Les premiers ont été « pesifiés » : leur dette interne a été convertie en peso au taux de change de 1 pour 1,40, les seconds ne le sont pas. Il en résulte une prise en charge partielle du risque de change par l'Etat pour les dettes internes dans la mesure où le

taux de change tourne autour de 1 pour 3. La dette externe n'étant pas « pesifiée » pèse sur le bilan des entreprises peu exportatrices et sert d'argument pour négocier une hausse de leurs prix auprès du gouvernement : les prix exprimés en dollars au change courant ont en effet baissé considérablement à mesure que la monnaie nationale se dépréciait alors que les dettes externes en dollars nécessitaient toujours plus de peso pour être financées. C'est le cas de toute une série de services publics (eau, gaz, téléphone), certaines entreprises privatisées menaçant d'arrêter, ou s'appêtant à le faire (France Telecom par exemple) leurs comptes devant l'ampleur des déficits provoqués par la crise de change, déficits venant cependant après des années de b'excédents records.

L'orientation exportatrice des plus grandes entreprises leur confère un avantage certain auprès du gouvernement et plus particulièrement celles dont les prix de vente sont exprimés directement en dollars, comme c'est le cas des exportations de pétrole ou de matières premières agricoles ou minière. Elles peuvent « retenir » tout ou partie de leurs entrées en devises dans les banques étrangères. Elles se servent de cette menace pour à la fois exiger des hausses de leurs prix sur le marché intérieur dans le but de les aligner sur les prix externes exprimés en dollars, en soulignant qu'elles sont aussi fortement importatrices d'inputs - ce qui exact dans certains secteurs¹² - dont les prix augmentent en peso à mesure que la monnaie se déprécie, et de limiter les impôts nouveaux que cherche à leur imposer le gouvernement dans le but de financer des programmes sociaux, de contrebalancer en partie la « rébellion » fiscale et maintenir un certain niveau de recettes. L'efficacité de leur pouvoir de « lobbyng » est directement liée à leur possibilité de mettre à exécution temporairement – le facteur temps jouant ici un rôle important – leur menace de rétention à l'étranger de leurs recettes en devises, empêchant ainsi le gouvernement de disposer de devises nécessaires pour procéder aux importations. Si les importations ont chuté de 63% en février dernier, par rapport à février 2001, c'est certes en raison de la baisse drastique de la production industrielle (- 15,9%) et – 42,2% pour l'industrie du bâtiment, mais aussi parce que les entrées de devises ne s'effectuent pas au rythme souhaité alors que parallèlement les exportations connaissent un essor. C'est aussi ce qui explique que la balance commerciale dégage un solde positif considérable de l'ordre de un milliard de dollars par mois au début de 2002 (données de l'INDEC). Les entrées au titre des recettes d'exportation jouent un rôle important dans la logique de ce modèle, c'est ce qui confère un poids certain à ce pouvoir de « lobbye ». Rappelons que la sortie de l' « effet tequila » a été facilitée par des recettes d'exportation en forte hausse en 1996 provoquée par une amélioration importante des termes de l'échange. A l'inverse, la « contagion asiatique » de 1998 a eu des effets d'autant plus élevés que les termes de l'échange à ce moment se sont détériorés.

Tableau 6: Evolution de la rentabilité des entreprises privatisées

secteur	1994	1995	1996	1997	1998	1999*	Moy 94-99
---------	------	------	------	------	------	-------	-----------

¹² En dix ans, les importations ont fortement augmenté. L'économie s'est fortement internationalisée dans le secteur productif, bien qu'elle reste davantage fermée que l'économie mexicaine ou française. Les exportations ont suivi, mais leur structure s'est profondément modifiée puisque l'économie s'est « primarisée ». Les inputs importés se sont substitués à la production nationale, ajoutant à l'efficacité mais à un coût social élevé et avec une dépendance aujourd'hui forte. Quelques exemples : 64% des inputs nécessaires à la production de machines de bureau sont importés, 48% des pièces pour produire les automobiles, 36% pour les pneumatiques, 25% pour les peintures, 25% des inputs de l'industrie textile, 17% des inputs pour l'édition etc (source Pagina 12.25.2.2002)

Rentabilité sur patrimoine net	17,4	17,3	14,3	15,1	14	14,2	15,4
Concessions routières	40,3	26,6	19	23,8	19,1	S/D	25,8
Gaz naturel	13,7	11,6	10,1	10,5	10,2	10,3	11,1
Energie électrique	-0,4	5,8	6,9	7,5	8,3	5,5	5,6
téléphonie	13,3	13,5	10,3	12,4	15,1	13,3	13
Eau et services des égouts	20,1	28,9	25,4	21,1	17,1	27,6	23, »
Rentabilité sur ventes	11,3	13,1	12	12,7	11,9	12,7	12,3
Concessions routières	11,6	9,6	7,5	9,7	9,4	S/D	9,6
Gaz naturel	19 ?4	17	14,6	15,5	15,1	14	15,9
Energie électrique	-0,4	7,5	8,8	9,3	10,1	6,5	7
téléphonie	17	16,4	13,8	15,5	13,4	12,4	14,8
Eau et services des égouts	8,7	14,8	15,4	13,7	11,5	18	13,7

*calculé en excluant les concessions routières
source : flacso

Entre 1993 et 2000, les 200 entreprises les plus grandes du pays ont gagné 28,441 milliards de dollars. 57% de ces profits proviennent des 26 compagnies privatisées, 26,3% viennent 33 entreprises liées aux entreprises privatisées et 16,3% restant de 141 autres entreprises n'ayant aucune relations avec ces entreprises (source flacso). Ces cinq dernières années, alors que la déflation a été de 4%, la hausse des services publics a été de 22%

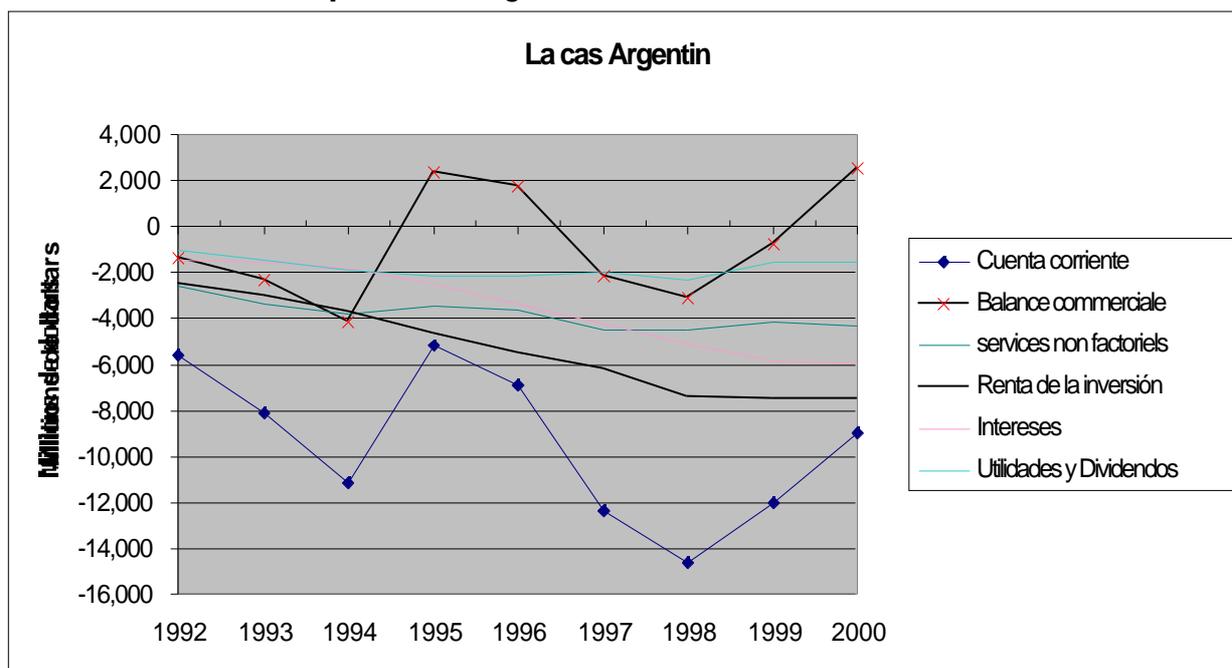
Ainsi que nous l'avons souligné, le cas de l'Argentine confine à la caricature. Selon les travaux de D.Azpiazu (2001)¹³, de 1992 à 2000 pour chaque dollar gagné par les 500 plus grandes entreprises privatisées, 80 cents sont expatriés¹⁴. En 2000, au seul titre des profits et dividendes rapatriés plus de 1600 millions de dollars ont été expatriés et de 1992 à 2000, 8900 millions de dollars sont allés dans les maisons mères soit 55% de entrées au titre des privatisations. Lorsqu'on considère l'ensemble des rapatriements nets de ces profits et dividendes, au delà donc des 500 plus grandes entreprises privatisées, les chiffres sont les suivants : 2066 et 2524 millions de dollars pour les années 1997 et 1998 (+6,8%), auxquels il convient d'ajouter les intérêts nets de la dette qui passent de 6166 à 7608 millions de dol-

¹³ Azpiazu D., « Privatizaciones y regulaciones en la economia argentina », miméo FLACSO, Buenos Aires

¹⁴ Toutes choses étant égales par ailleurs, les sommes versées pour les privatisations auraient été dépassées par les rapatriements dès 2004. L'abandon du plan de convertibilité après de très fortes sorties de capitaux rend ce scénario caduc, mais révèle à lui seul l'ampleur de ces sorties et l'impossibilité pour l'Argentine de rester enfermer dans la « camisole de force » qu'était ce plan.

lars entre les mêmes dates et les services nets liés à la balance commerciale qui passent eux de 4178 millions de dollars à 4281¹⁵. L'ensemble de ces déficits correspond approximativement à un peu plus de la moitié de la valeur des exportations. Le réinvestissement des profits par les investisseurs étranger correspond au tiers, voire au quart, des sommes remises à l'étranger au titre des dividendes et profits rapatriés. Les chiffres bruts sont éloquentes : en 1997, 2842 millions de dollars et en 1998, 3353 millions de dollars ont été remis à l'étranger alors que le réinvestissement des profits s'élevait respectivement à 815 et 697 millions de dollars pour ces années (Damill et *alli*, 2000)¹⁶.

Annexe 1 : la balance des paiements argentine



source : BCRA et FMI, le redressement de la balance des comptes courants à partir de 1998 jusque 2000 s'explique par la récession qui débute à ce moment et perdure jusqu'à l'abandon « à chaud » du plan de convertibilité fin 2001. Cette récession se traduit par une contraction des importations et une stabilisation des profits et dividendes rapatriés en terme absolu.

Annexe 2 : tableau 7 : dettes publique et privée de l'Argentine en monnaie étrangère (en millions de dollars):

Années	publique	privée	total	DETTES SUR PIB
1980 (référence)	14459	12703	27162	13%
1982 crise de la dette	28616	15018	43634	52
1991	58185	8598	66783	35
1992	52900	12294	65194	29
1993	64060	18820	82880	35
1994	71913	24641	96554	38

¹⁵ calculés selon une nouvelle méthodologie adoptée par les ministères concernés

¹⁶ ces données ont connu une évolution fortement négative en 2001 avec la précipitation de la récession en crise ouverte et l'abandon consécutif du plan de convertibilité.

1995	81209	31955	113164	44
1996	88937	36500	125437	46
1997	95543	50140	145683	50
1998	106527	58818	165345	50
1999	116212	60539	176751	62
2000	123608	61724	185332	65
2001 (9 premiers mois)	138983	55893	194876	71

Source : BCRA, pesos constants divisé par le type de change officiel moyen de change année, à partir de 1993, sont inclus les titres et bons aux mains des résidents

B : L'Etat à l'aide des entreprises pour financer leurs sorties nettes de capitaux

Les analyses de Damill et *alli* (2000)¹⁷ soulignent les contradictions nouvelles que l'Argentine a connu avec le Plan de convertibilité de 1991 à 2001. Il ne s'agit plus ici de centrer l'étude sur le comportement des entreprises multinationales et des entreprises privatisées, mais de l'élargir à l'ensemble des agents, à partir d'une analyse approfondie des comportements des agents publics et privés.

Depuis de nombreuses années, et sous l'instigation du FMI, la politique économique vise à réduire sensiblement le déficit budgétaire¹⁸, quitte – à défaut d'inflation – à décréter une baisse des rémunérations en terme réel des fonctionnaires et une réduction sensible de la contribution de l'Etat au versement des retraites, un engagement demandé aux états de la fédération de geler leurs dépenses publiques pendant cinq ans. Les effets dépressifs d'une telle politique, démultipliés par le constat que l'Argentine malgré son ouverture récente reste encore une économie relativement fermée, ont été souvent soulignés sans parler de ses effets antisociaux à un moment où à la fois la pauvreté croît sensiblement - surtout chez les jeunes-, et la santé, l'enseignement publics se dégradent sensiblement.

Le déficit du secteur privé croît également et ses besoins de financement enflent. Dès lors ce sont les emprunts internationaux opérés par l'Etat qui permettent de « boucler » l'écart entre besoin de financement et capacité de financement du secteur privé, ce qui en terme plus abrupt signifie que s'il n'y avait pas les déficits publics il n'y aurait pas de financement du secteur privé. Limité l'un c'est se condamner, toutes choses étant égales par ailleurs, à ne plus pouvoir financer l'autre.

Tableau 8 : Soldes cumulés de la balance du compte capital et financier en Argentine

	Secteur gouver-	Secteur finan-	Secteur privé	Solde du compte
--	-----------------	----------------	---------------	-----------------

¹⁷ Damill M et Kempel D (1999) : Analisis del balance de pagos de la Argentina : cambios metodológicos y desempeño reciente. Documents du CEDES, Buenos Aires

¹⁸ Rappelons que la contrainte imposée par le plan de convertibilité est de n'émettre un peso qu'à la condition qu'un dollar entre. On sait cependant qu'il y a une distinction à faire entre la base monétaire et la masse monétaire. Cette dernière a comme contreparties les créances sur l'extérieur (or et devises), sur l'Etat et sur l'économie. Les banques et l'Etat ont donc un pouvoir de création monétaire. L'originalité du plan de convertibilité est que la Banque centrale ne peut se comporter en prêteur en dernier ressort lorsque lorsque les entrées de dollars font défaut en nombre suffisant. C'est pourquoi la conséquence de cette entrée insuffisante de devises, voire les sorties nettes, est que la création monétaire des banques et de l'Etat soit réduite, nulle et dans le pire des cas négative. La rigidité du taux de change impose donc une flexibilité budgétaire du côtés des dépenses et la recherche d'un déficit zéro, alors même que la récession qu'elle provoque diminue les recettes et qu'une partie importante des dépenses pour les retraites n'obtiennent pas, ou peu, de recettes depuis l'adoption de la capitalisation.

	nemental : (a)	cier (b)	non financier : (c)	capital et financier a+b+c
1992-1998	43335	7746	6718	87276
1997-1998	16183	2271	15399	33853
1995	7639	2525	-3646	6518
1996	9883	-1048	3163	11998

Le solde cumulé du gouvernement avoisine 50% de l'ensemble des ressources obtenues par le pays sur les périodes 1992-1998 et 1997-1998, et davantage que celles obtenues par le secteur privé non financier, à l'origine de sortie massives au titre des revenus de l'investissement et de l'endettement privé. Cependant, une analyse plus fine (annuelle) révèle que les années où le secteur privé non financier ne parvient pas à capter suffisamment de ressources de l'extérieur, c'est l'endettement public qui compense ces insuffisances. Tel est le cas nettement en 1995 et 1996, années de crise et de sortie de capitaux en 1995.

Le solde de la balance des comptes courants (balance commerciale, balance des services : intérêts de la dette, tourisme, royalties, dividendes payés et transports – assurance) est profondément négatif. Il est intéressant de noter que cette évolution est surtout attribuable au secteur privé non financier.

Tableau 8 : soldes cumulé de la balance des comptes courants

	Secteur gouvernemental :	Secteur financier	Secteur privé non financier :	Soldes ces comptes courants
1992-1998	-21203	-4343	-37066	-62612
1997-1998	-8125	-1417	-17224	-26766

k

Lorsqu'on additionne ces deux tableaux par grand secteur (entrées de capitaux et sorties dues au solde négatif de la balance des comptes courants), on comprend que l'accumulation des réserves et les possibilités d'émettre des crédits, ne sont rendus possible que par les capacités de l'Etat de s'endetter à l'étranger (tab9). **La libéralisation de l'économie et le maintien d'un taux de change fixe, d'un côté conduit à rechercher une flexibilité des dépenses publiques, sous entendu une réduction de celles-ci lorsque la croissance faiblit et que les déficits s'accroissent, et d'un autre côté poussent au développement du déficit public afin d'obtenir des ressources nécessaires pour combler les déficits du secteur privé non financier.**

Tableau 9 : soldes des différentes balances externes

	Secteur gouvernemental :	Secteur financier	Secteur privé non financier :	Erreurs et omissions	Solde de la balance des paiements (variation de réserves)
1992-1998	22132	3403	-871	-5967	18696
1992-1994	2856	2775	4836	-2261	8206
1995-1998	19276	628	-5707	-3706	10491

1997-1998	8058	854	-1825	-376	6711
-----------	------	-----	-------	------	------

Si l'équilibre fiscal est obtenu, le gouvernement maintient le niveau de son endettement (l'endettement privé continuant à augmenter). Comme le souligne Damill et *alli*, d'un côté l'amortissement de la dette sera compensé par des entrées de capitaux d'un montant équivalent et le solde de sa balance capital sera nul ; d'un autre côté, le gouvernement devra se procurer des ressources pour assurer le service de sa dette. Il puisera alors dans les réserves s'il cesse de s'endetter, ce qui, toutes choses étant égales par ailleurs, comprimera fortement les crédits octroyés et constituera un facteur pour le moins négatif à la croissance sauf si le secteur privé non financier peut se les procurer grâce à des entrées nettes de capitaux. Or ce dernier a besoin du gouvernement et de son endettement net (de son déficit) comme on vient de le constater pour se procurer des capitaux dont il a besoin.

De plus, l'amélioration des fondamentaux de l'économie, et notamment l'équilibre fiscal, pourrait dans l'abstrait accroître la crédibilité du gouvernement devant les institutions internationales, abaisser le « risque pays », réduire les taux d'intérêt et être source d'entrées de capitaux, mais l'effet récessif provoqué par cette politique de contention des dépenses publiques et l'incapacité du secteur privé non financier à faire face à ses sorties de capitaux, rendrait cette situation inextricable. *En conclusion, et il s'agit d'un beau paradoxe, l'équilibre fiscal entre en opposition avec les intérêts du secteur privé non financier ; le secteur privé a besoin des déficits de l'Etat pour se procurer des ressources à l'étranger dont il ne peut se passer. Evidemment tel ne serait pas le cas si ce secteur réinvestissait ses profits, développait des activités productives visant à accroître les exportations, en un mot si les entrepreneurs étaient un peu moins rentiers.*

Conclusion :

Les responsabilités : **Il est à la fois facile et difficile de cerner les responsabilités et de désigner des responsables. Facile parce que la situation est proche du chaos et qu'elle risque de dégénérer en une répression mortelle dont les argentins ont eu un « avant goût » à la fin de l'année 2001 ; facile aussi parce que la profonde détérioration des conditions de vie et de travail ne date pas de l'éclatement de la crise mais de la logique même du plan de convertibilité, véritable piège et camisole de force dont il devenait jour après jour plus difficile de sortir sans coût social important. Difficile cependant parce qu'il n'y a pas à notre connaissance de précédents juridiques à la mise en place d'un tribunal de crime économique. A l'inverse, il y a des pratiques plus ou moins spontanées, à caractère basiste, d'exiger des comptes de ceux dont les responsabilités de l'appauvrissement massif paraissent claires ou/et de ceux qui se seraient démesurément enrichis grâce à la corruption massive qui a déferlé depuis plus de dix ans. Difficile aussi et surtout parce que les effets désastreux du plan de convertibilité pour la grande majorité de la population et plus particulièrement pour les catégories à revenu modeste, obéissent à une logique. Ils ne résultent pas de telles ou telles mesures erronée, sauf exception, mais de la dynamique même du modèle ultra libéral institué. Un exemple : les sorties de capitaux étaient légales, l'appréciation de la monnaie la favorisait, la globalisation financière dans le contexte du plan de convertibilité accentuait tout naturellement des comportements rentiers si préjudiciables à l'emploi, aux salaires, aux conditions de vie. La criminalisation des responsabilités doit probablement tenir compte de ces spécificités car nous sommes loin de situations « simples » à la zairoise par**

exemple. C'est pourquoi, il convient de définir des critères construits à partir d'indicateurs sociaux (augmentation du taux de mortalité, diminution de l'espérance de vie des catégories les plus modestes etc etc. Lorsque des seuils sont franchis et que des mesures ne sont pas prises, on peut alors probablement considérer que les décideurs politiques ont une responsabilité de nature criminelle. Le fait de ne pas avoir abandonné le plan de convertibilité plus tôt et opté pour un autre modèle économique constitue, selon nous, un acte criminel.